

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 07 FEV. 2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Monsieur le Président de l'Association Groupe SOS
SENIORS
47 R HAUTE SEILLE
57013 METZ CEDEX 01

RAR N° 2C 177 079 7529 6

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N°58 097 162 0 – EHPAD les FEUILLANTINES – MAGNY-COURS

**PJ : - Tableau des mesures définitives
- Tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 28 août 2023, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de me faire connaître vos observations sur les mesures et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'ai accusé réception de la réponse de l'établissement en date du 18 septembre 2023, ainsi que des pièces qui l'accompagnaient.

Concernant les quatre prescriptions initialement envisagées, les éléments de réponse portés à ma connaissance par l'établissement sont insuffisants pour m'assurer de l'effectivité des actions correctives qui seront engagées ou de celles qui sont mises en place. Concernant les trois recommandations initialement envisagées, une est abandonnée.

Conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 28 août 2023, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la prise en compte et la mise en œuvre desdites mesures au sein de cet établissement et compte sur votre vigilance pour accompagner la nouvelle directrice, qui a pris ses fonctions en mai 2023, dans cette démarche. Ces mesures feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale de la Nièvre de l'ARS de Bourgogne Franche Comté : [REDACTED]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes.

Il sera à adresser (en format Excel) à la chargée de mission ARS susmentionnée, en charge du suivi, 6 mois après la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,

[REDACTED]

Jean-Jacques COIPIET

Madame la Directrice
EHPAD LES FEUILLANTINES
5 R SOUFFLET
58 470 MAGNY-COURS

Prescriptions		Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport EN	Lectés QIR/ Abandonnés	Date de la levée	Observations
Nb	4								
1	Mettre en œuvre une démarche active de recrutement d'un temps médecin coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement et proposer, dans l'intervalle, une disposition transitoire/alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.		Article D312-166 du CASP	8 mois	Actions mises en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail	E3			La mission prend acte de la réponse de l'établissement et des pièces jointes à cette dernière. Elle est consciente des difficultés pouvant être rencontrées, sur certains territoires, dans le recrutement d'un temps de médecin coordonnateur. Des publications d'offres d'emploi ont été transmises mais la mission relève qu'elles semblent concerner l'année 2022. Sachant que le médecin coordonnateur [REDACTED] les pièces jointes sont, en l'état, insuffisantes pour permettre à la mission de vérifier l'état d'avancement du recrutement du [REDACTED] médecin coordonnateur. L'établissement indique que les médecins du centre de santé interviennent auprès de résidents de l'établissement. La pièce jointe transmise ne permet pas à la mission d'avoir la visibilité des modalités de la disposition alternative mise en place, ni de s'assurer de son effectivité. La prescription n°1 est maintenue et notifiée dans l'instance des offres d'emploi publiées en 2023, des suites données à ces publications et d'un document formalisé de la disposition alternative/alternative mise en place.
2	Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel IDE ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en assurant de la détection effective des diplômés par les personnels soignants pour tout recrutement, y compris en CDD.		Article L313-9 du CASP Article L313-11 al 4 du CASP Article D312-353-0 II du CASP	8 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers actuels, les défis et les réalisations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel IDE	E2 E5 E4			La mission prend acte de la réponse de l'établissement et des pièces jointes à cette dernière. La mission avait utilisé la maquette organisationnelle d'une part, et l'extraction du personnel de l'exercice 2022 d'autre part pour constater qu'il manquait [REDACTED] IDE pour couvrir le besoin théorique et [REDACTED] AS pour couvrir le besoin théorique. Ce constat avait conduit à formuler l'écrit n°2. La maquette organisationnelle révisée n'a pas été transmise par l'établissement. La mission avait constaté l'absence de transmission de données ce qui l'avait conduite à formuler l'écrit n°5. L'établissement a joint à sa réponse des diplômes manquants. La mission relève que certains n'ont pas été communiqués. Pour exemple, l'établissement a transmis les diplômes [REDACTED]. La mission note que l'établissement active des leviers visant à stabiliser l'équipe soignante : inscription pour pallier les ETP manquants. Dans sa réponse, il indique qu'une reorganisation est en cours et joint à cette dernière des "retranscriptions des groupes de travail". Les pièces communiquées concernant certains groupes de travail ne sont pas des comptes rendus ou résumés de réunions mais deux captures d'écran de papier board. Ces pièces jointes ne permettent pas à la mission la lisibilité des travaux. Les éléments communiqués à la mission, à ce stade de la procédure, restent insuffisants pour permettre de vérifier l'effectivité des actions correctives déjà mises en œuvre et la lisibilité de celles à venir. La prescription n°2 est maintenue et notifiée dans l'instance des éléments de preuve et contre. L'établissement devra également transmettre l'ensemble des options des personnels en poste [REDACTED]
3	Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire et/ou de mettre à jour leur inscription au tableau de l'ordre infirmier		Article L4311-15 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 1er juillet 2023 N° d'inscription et preuve d'inscription ou de mise à jour de l'inscription au tableau de l'ordre	E4			La mission prend acte de la réponse de l'établissement et des pièces jointes à cette dernière. Ce dernier indique que l'effectif infirmier en poste à partir du 03 septembre 2023 est composé de [REDACTED] infirmiers. L'établissement précise qu'une recherche de CDD est en cours et qu'une IDT sous CDD recrutée sera recrutée en soutien à compter du 1er octobre 2023. Les pièces jointes à la réponse interrogent la mission. La mission relève que l'établissement a mal orthographié le nom de cette IDE dans sa réponse au regard des documents officiels transmis. Concernant celle-ci ont été joints à la réponse, un CDD [REDACTED] une attestation de refus de la proposition de CDD [REDACTED] ont été joints à la réponse, une attestation de refus de la proposition de CDD [REDACTED] un courrier de la DQAS de la [REDACTED] informant que son diplôme a été enregistré avec n° AQEL, une capture d'écran de l'annuaire santé sur lequel figure comme lieu d'exercice [REDACTED]. La mission n'a pas eu d'élément concernant les contrats actuels de ces deux IDE [REDACTED] ont été transmises l'attestation d'inscription au Répertoire ADeli faite par la délégation territoriale de l'ARS en date du 01/08/23, une capture d'écran de l'annuaire santé sur lequel figure les feuilleteries en tant que lieu d'exercice. L'élément de preuve attendu, à savoir le n° d'inscription et preuve d'inscription ou de mise à jour de l'inscription au tableau de leur ordre a été transmis pour chacun des trois infirmiers en poste [REDACTED]. La mission rappelle à l'établissement son obligation d'adresser trimestriellement à l'ordre national des infirmiers la liste des infirmiers salariés de l'établissement, elle précise que le fondement juridique concernant cette obligation sont le décret n°2018 - 096 du 10 juillet 2018 relatif à l'établissement des listes nominatives des infirmiers et l'article D. 4311-52-2 du CSP issu de ce décret. Cette obligation concerne les structures privées et publiques employant des infirmiers/diététiciens, de fait les Ehpad sont concernés par cette disposition. La prescription n°3 est maintenue et notifiée dans l'attente de la liste des infirmiers en poste, de leur n° d'inscription et preuve d'inscription ou de mise à jour de celle-ci au tableau de leur ordre à date.

N°	4	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport EIR	Niveau OIU/ Abandonnés	Date de la levée	Observations
4		Revoir les modalités de délégation et de signature de la directrice de l'établissement afin qu'elle puisse assurer pleinement le pilotage opérationnel de la structure. La délégation doit notamment permettre de vérifier le partage des responsabilités entre le gestionnaire et la directrice, afin de se mettre en conformité avec la réglementation.		3 mois	Délégation de pouvoir et signatures résulte	ET	III		La mission prend acte de la réponse de l'établissement. Ce dernier indique que les DUD sont en train d'être revus sur l'ensemble du périmètre SCS Séniors et seront mis en œuvre au 1er janvier 2024. La prescription n°4 est maintenue et notifiée dans l'attente de la transmission de la délégation de pouvoir et signatures revues.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures :
Atteinte
activée
par :

Nom établissement :
Adresse :
Code postal :

EHPAD LES FEUILLENTINES
5 B. SOUFFLET
58470
Commune :
#VALEURI

Recommandations		Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport LRI	Statut O/NJ/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
Nb	2						
1		Assurer la continuité de la fonction de direction en formalisant une procédure de remplacement et des plannings d'astreinte diffusés à l'ensemble du personnel.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1	H		La mission prend acte de la réponse de l'établissement. Un document "Echec des Feuillantes Protocole de remplacement en cas d'absence du Directeur" a été transmis. A l'analyse de ce dernier et en l'absence de la transmission de plannings d'astreinte, la mission n'est pas en mesure de s'assurer de l'effectivité de la continuité de la fonction de direction. Les éléments portés à la connaissance de la mission sont parcellaires. La recommandation n° 1 est maintenue et notifiée.
2		Assurer la prise en charge en continu des personnes accueillies en formalisant une procédure relative à la gestion des absences non prévues.		R2	Abandonnée	25/02/2024	La mission prend acte de la réponse de l'établissement. Cette dernière a pris connaissance de la procédure jointe. Elle relève que l'établissement tient compte de la recommandation n°2. La recommandation n°2 est abandonnée.
3		Institutionnaliser et formaliser des réunions des équipes soignantes afin de garantir la coordination des interventions, la supervision des pratiques professionnelles ainsi que la bonne diffusion des informations nécessaires à leurs activités.	RBPP Bien-être : définitions et repères pour la mise en œuvre - HAS - 2008 partie 2 p.25 RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, Décembre 2008	R3	H		La mission prend acte de la réponse de l'établissement. L'établissement indique la planification de réunions d'équipes soin et la mise en place d'un référent équipe soin pour mettre en place des réunions régulières. L'établissement fait référence au thème 4 du COQRI ou [REDACTED] et joint à sa réponse le compte rendu de ce dernier. La mission a pris connaissance de ce document mais il ne permet pas la lisibilité des actions qui seront mises en œuvre afin d'assurer la coordination et la supervision des équipes soignantes. Le rôle central de l'IDECC, particulièrement en l'absence de MEDEC, en tant qu'initiateur et animateur de réunions de coordination et de supervision des pratiques professionnelles des équipes soignantes n'est pas identifié. La réponse de l'établissement est insuffisante. La recommandation n°3 est maintenue et notifiée.